de qualité moyenne, soit pour le meilleur blé qui se produit dans le monde. Ce prix demeura jusqu'après l'écoulement de la récolte de 1941. Dans le cas de celle de 1942, le prix monta à 90c. et en septembre 1943, on effectua un autre changement, fixant le prix à \$1.25 le boisseau. Aujourd'hui, en septembre 1945, le ministre du Commerce nous dit que la fête est terminée, que nous allons parler d'affaires.

Certaines gens croient peut-être que les cultivateurs sont trop à l'aise, et j'avoue volontiers qu'ils sont présentement en bien meilleure posture financière qu'ils ne l'étaient au commencement de la guerre. Toutefois, je dois aussi rappeler que les heures de travail des cultivateurs dépassent de plus du double celles de tout autre groupe de travailleurs du pays, et que leur niveau d'existence est loin d'être aussi élevé que celui de la plupart des autres groupes. Un prix minimum nous est désormais garanti, mais je crains qu'après cette année nous devions nous éreinter pour obtenir même ce prix. Voilà ce que je redoutais lorsque cette mesure garantissant des prix minimums a été prise l'an dernier. Personne n'a jamais précisé quels seraient ces prix minimums, et plusieurs d'entre nous craignaient qu'ils ne fussent très bas, et que la mesure n'eût été prise que pour des fins électorales.

Même les prix actuels des produits agricoles ne me satisfont pas. Peu importe le niveau des prix de nos produits si les prix des articles qu'il nous faut acheter n'y sont pas proportionnés. Entre 1930 et 1940, la proportion du revenu national obtenue par les cultivateurs du pays a été de 9.4 p. 100. En d'autres termes, cette part du revenu national était échue au tiers environ de la population canadienne, c'est-à-dire à des gens qui, dans la plupart des cas, travaillaient chaque jour deux fois plus longtemps. Je le répète, que tout autre groupe. Même si nous remontons à quelques-unes des bonnes années antérieures à la crise provoquée par l'incurie humaine, nous constatons que les cultivateurs du Canada, qui représentaient le tiers de la population, ne touchaient alors que 11.3 p. 100 du revenu national. On se rappelle, par exemple, qu'en 1932, plusieurs d'entre nous qui avaient obtenu de bonnes récoltes et avaient livré leur grain aux éleveurs n'en reçurent pas un prix équivalent aux frais de battage, et que cette année-là les cultivateurs canadiens touchèrent 5 p. 100 du revenu national. Les libéraux n'étaient pas au pouvoir à cette époque, et nous ne pouvons donc leur reprocher cet état de choses, bien que la plupart des gens s'accordent à dire que les libéraux et les conservateurs ne diffèrent nullement. Quoi qu'il en soit, aucune mesure ne fut alors prise au bénéfice des cultivateurs. On ne s'occupa nullement de réduire le taux d'intérêt, de faciliter le règlement des

[M. Fair.]

dettes, ou d'améliorer par quelque autre moyen le sort des cultivateurs, qui furent abandonnés à leurs propres ressources. La statistique relative à ceux qui voulurent s'enrôler dans les forces armées pendant le conflit qui vient de se terminer reflète bien la situation dans laquelle se trouvaient les cultivateurs. Sur 93,000 hommes qui offrirent leurs services au corps d'aviation, seulement quelque 15,000 purent passer l'examen avec succès. Un sur six, ce n'est pas très satisfaisant.

Je n'entrerai pas dans tous les détails de ces questions, mais je crois que le prix minimum ne devrait pas être inférieur à \$1.25 le boisseau, pour les cinq prochaines années, avec certificats de participation pour la balance. Les cultivateurs obtiendraient de la sorte moins de \$1. par boisseau pour la qualité moyenne de blé qu'ils produisent dans ma région. Même à cela, ils n'obtiendraient pas leur juste part du revenu national, à moins que les prix des denrées qu'il leur faut acheter ne soient réduits ou du moins n'augmentent pas et que ceux des autres produits agricoles ne soient relevés. Cela compenserait les bas prix qu'ils ont touchés pendant la crise économique et les premières années de la guerre, et leur permettrait d'acquitter les intérêts sur la dette accumulée au cours de la crise, par suite des programmes adoptés par les divers gouvernements. A l'heure actuelle, les ouvriers industriels réclament une augmentation de salaire de 30 p. 100 et une semaine de travail de quarante heures. Les cultivateurs n'en peuvent demander autant, car ils ne sont pas syndiqués. A maintes reprises, je leur ai dit qu'ils disposaient des moyens de remédier à leur situation et je leur ai conseillé de les employer, mais certains d'entre eux, apparemment, se laissent encore tromper.

Le ministre du Commerce et le ministre des Finances ne nous ont pas dit que le Gouvernement réduirait ou régirait le prix des autres denrées pendant les cinq prochaines années. Je me demande quel programme on va suivre dans le cas de quelques autres denrées. Le présent programme vise à préparer les moutons qu'on va tondre. En d'autres termes, on prépare le cultivateur à la réouverture de la Bourse des grains de Winnipeg et à ses opérations. Le désavantage est précis, et si, comme l'a fait observer l'honorable député de Winnipeg-Sud (M. Mutch), l'on a créé au moins vingt commissions pour surveiller les affaires de cette institution, je réponds que c'est autant d'emplois de blanchissage que l'on a établis et que les cultivateurs n'en sont pas les dupes. Je me rappelle qu'on a déjà demandé à la métropole les services d'un de ses économistes, sir Josiah Stamp, je crois, qui a accompli